

10 Grande interview

«Ces tensions autour du vaccin m'inquiètent particulièrement»

REBECCA RUIZ La Suisse est entrée officiellement cette semaine dans la 4e vague de la pandémie, alors que le débat sur la vaccination et le certificat covid s'envenime. La conseillère d'Etat vaudoise chargée de la Santé en appelle à la solidarité, car une saturation des hôpitaux aurait des conséquences sur l'ensemble de la population, vaccinée ou non

PROPOS RECUEILLIS PAR YAN PAUCHARD
@YanPauchard

Le paisible et cosu cadre de la maison de l'Elysée, à Lausanne, avec sa vue imprenable sur le Léman, tranche avec la tension du jour. La conseillère d'Etat socialiste Rebecca Ruiz nous y a donné rendez-vous en fin d'après-midi au terme d'une journée de séances harassante. La cheffe du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) sort notamment de deux réunions cruciales, l'une avec la délégation cantonale covid, l'autre avec la délégation vaccinale. Il faut préparer la mise en place de deux mesures décidées par le gouvernement vaudois: l'obligation de tests pour les soignants non vaccinés en contact avec des patients et la recommandation de vaccination pour les enfants de 12-15 ans. Cette semaine synonyme de rentrée scolaire vaudoise a clairement marqué un nouveau cap dans la pandémie, la Suisse étant entrée officiellement dans la 4e vague. Mercredi, le Conseil fédéral annonçait une probable extension du certificat covid.

Le virus joue avec nos nerfs. Après l'espoir du printemps avec l'accélération de la vaccination, nous nous retrouvons à l'automne en pleine inconnue. A l'aube de cette 4e vague, dans quel état d'esprit êtes-vous? Je suis préoccupée. Nous assistons à une augmentation importante, non seulement des contaminations, mais surtout des hospitalisations. Nous recensons ainsi trois fois plus de patients aux soins intensifs qu'il y a deux semaines, des gens entre 40 et 60 ans. Nous nous attendions à cette hausse mais pas si rapidement, avec une partie importante de la population vaccinée. C'était compter sans la forte contagiosité du nouveau variant Delta.

Certes, les hospitalisations sont en hausse, mais leur nombre demeure bas par rapport à d'autres périodes. C'est juste, mais nous n'avons plus les marges d'augmentation de lits en soins intensifs des précédentes phases de la pandémie. Les lits pour accueillir les patients sont présents mais l'enjeu, c'est le personnel. Pour prendre en charge les malades covid, il faudra puiser dans les équipes qui travaillent au bloc. Et une telle décision serait lourde de conséquences, impliquant de reporter des opérations planifiées alors même que notre canton n'a toujours pas rattrapé le retard pris lors des vagues précédentes.

La crise éclate début 2020. Pourquoi n'a-t-il pas été possible depuis d'engager le personnel nécessaire? On me demande souvent pourquoi, au CHUV, nous n'engageons pas davantage. L'hôpital a tout entrepris en vue de se renforcer. Mais pour le traitement des patients covid, placés sous aide respiratoire ou intubés, il faut des soignants spécialisés, avec des compétences techniques particulières, qui ne se trouvent pas aisément. Si les hospitalisations augmentent, nous n'aurons pas le choix de sortir des collaborateurs de leurs tâches habituelles pour les assigner aux cas covid. Une telle mesure pourrait avoir – je vais appuyer mes mots – des conséquences dramatiques, dans des domaines comme l'oncologie par exemple. Le CHUV a déjà commencé à transférer des patients dans d'autres cantons pour conserver sa marge de manœuvre au niveau des lits de soins intensifs. Ce n'est pas anodin! Alors que nous possédons aujourd'hui un vaccin, il ne serait pas acceptable de devoir de nouveau stopper ou réduire notre programme opératoire.

Votre canton a fait partie des bons élèves, en ouvrant rapidement la vaccination à l'ensemble de la population et avec des centres itinérants. Pourtant, le taux de vaccinés n'est pas au niveau espéré. Comment l'expliquer? J'aimerais quand même relever que, dans le canton de Vaud, si on prend en compte les gens en attente de leur deuxième dose et ceux qui ont pris leur rendez-vous, nous atteindrons dans les semaines à venir un taux de 75% de vaccination de la population éligible (ndlr: les personnes de plus de 15 ans). Ce n'est pas rien quand on sait qu'en tout début de campagne la Confédération avait fixé un objectif de 50% aux cantons. Mais il reste 25% de non-vaccinés, un bassin de recrutement encore trop important pour le virus, au regard des capacités du système de santé. Et l'immense majorité des malades hospitalisés actuellement sont des non-vaccinés. Au CHUV, sur 13 patients covid aux soins intensifs, un seul est vacciné.

Le Conseil fédéral a marqué les esprits mercredi en mettant en consultation un important élargissement du certificat covid, jusqu'aux restaurants. Qu'en pensez-vous? Au vu de la situation inquiétante, la Confédération n'a pas d'autre choix que de provoquer une prise de conscience et de prévoir des

mesures supplémentaires pour éviter la surcharge hospitalière. Avant d'en arriver peut-être à devoir prononcer des fermetures d'activités – on ne peut pas l'exclure –, le Conseil fédéral se doit d'utiliser tous les instruments qui sont les siens, dont l'extension d'utilisation du certificat covid.

Vous êtes donc plutôt favorable à ces mesures? Si la situation continue à dérapier, oui. Même si, personnellement, j'estime que l'extension du certificat aux restaurants devrait être un *ultima ratio*. Il y a d'autres lieux sur lesquels agir prioritairement. Une grande salle fermée, pouvant accueillir plusieurs centaines, voire milliers, de personnes, pose un risque de contamination plus évident qu'un établissement public. Du côté de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (ndlr: Rebecca Ruiz en est la vice-présidente), nous avons insisté sur le fait qu'une extension du certificat covid devait se faire sur un plan national, ou au moins régional. Il y a eu par le passé des exemples de fortes disparités dans les mesures cantonales, à juste titre mal comprises par la population, ce qui a contribué à brouiller le message.

On a l'impression d'une nouvelle cacophonie entre les cantons, par exemple sur la question des écoles. Masques ou non, tests ou non. Cha-

PROFIL

1982 Naissance le 4 février à Lausanne.

2007 Master en criminologie et sécurité à l'Université de Lausanne.

2008 Présidence de la section lausannoise du Parti socialiste.

2012 Election au Grand Conseil vaudois.

2014 Entrée au Conseil national à Berne.

2019 Election au Conseil d'Etat vaudois, lors de la complémentaire pour la succession de Pierre-Yves Maillard.

2021 Vice-présidence de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé.





LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

Le lieu pour se ressourcer
Les rives du Léman

Le livre des dernières vacances
«Vivre avec nos morts», de Delphine Horvilleur. Un bijou

La politicienne qui vous inspire
Alexandria Ocasio-Cortez

Le film à regarder en boucle
«Les Choses de la vie», de Claude Sautet

Le défaut que vous aimeriez changer
L'impatience

Le métier qui vous faisait rêver enfant
Criminologue!

Le plat à manger en famille
La pizza, mon plat préféré

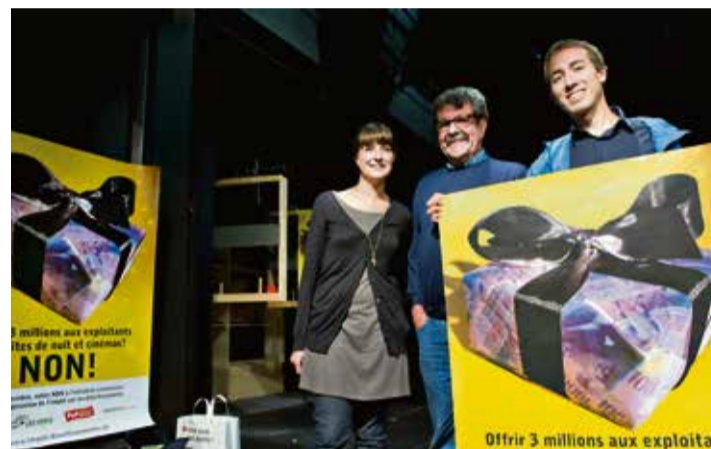
L'animal totem
Le chat (depuis 17 ans, âge du mien)

cutin y va de son dispositif. Ne faudrait-il pas davantage de coordination? Jusqu'à présent, pour les grandes décisions, nous avons toujours réussi à nous coordonner. Entre cantons, on se parle. On sait ce que les autres décident. Il y a des séances quasi hebdomadaires. Il n'en demeure pas moins important que, dans un pays fédéraliste, chacun conserve certaines compétences, pour adapter son dispositif aux sensibilités de sa population, à son tissu économique et, enfin, à ses capacités hospitalières.

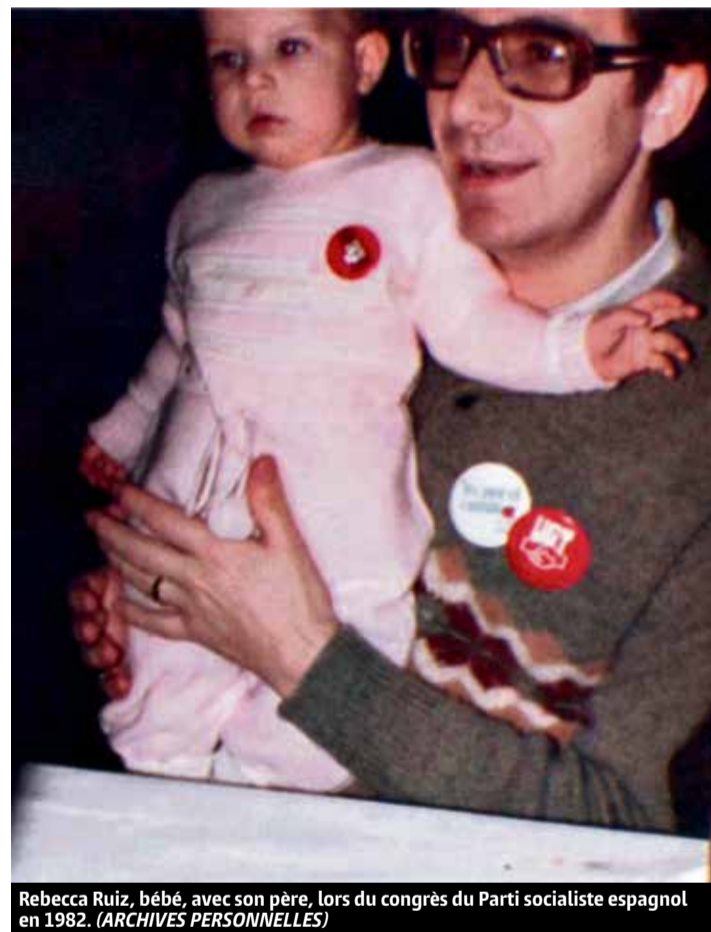
Cette rentrée est également marquée par une hausse des tensions sociales autour des vaccins. Etes-vous inquiète? Ces tensions m'inquiètent particulièrement car elles s'amplifient dans un moment où la population est fatiguée. Il y a une envie de relâchement plus que compréhensible après des mois de restrictions dans nos libertés et d'attention portée aux gestes barrières. C'est notre devoir à nous les autorités d'expliquer une fois encore les



Les cinq conseillères d'Etat vaudoises en mode Beatles pour aller manifester ensemble à la grève des femmes le 14 juin 2019. (JEAN-BERNARD SIEBER/ARC)



Première grande campagne politique, en 2010: la socialiste pose aux côtés de l'humoriste Lova Golovtchiner et de celui qui deviendra son mari, Benoit Gaillard. (JEAN-BERNARD SIEBER/ARC)



Rebecca Ruiz, bébé, avec son père, lors du congrès du Parti socialiste espagnol en 1982. (ARCHIVES PERSONNELLES)

enjeux, même si les gens n'ont plus envie d'entendre des discours alarmistes. Je crains aussi que la solidarité qui a prévalu jusqu'à maintenant ne s'étiolle. La vaccination n'est pas uniquement un acte individuel, mais collectif. C'est un geste qui permet d'éviter une saturation des hôpitaux, qui aurait des conséquences sur toutes et tous, vaccinés comme non-vaccinés.

Des voix commencent à s'élever pour demander une obligation vaccinale. Y seriez-vous favorable? J'y suis opposée. Ce serait contre-productif. Il faut continuer à miser sur le dialogue et la conviction. Les anti-vaccins purs et durs sont une catégorie que nous n'arriverons pas à convaincre. Néanmoins, il y a encore énormément de personnes hésitantes, qui ont un peu peur. C'est à nous de déployer des ressources pour nous en approcher et les rassurer. En collaboration avec le milieu de la nuit lausannoise, le canton va ainsi tester un centre de vaccination nocturne dans le quartier du Flon pour aller à la rencontre des jeunes.

Vous avez néanmoins annoncé jeudi la décision d'imposer des tests au personnel soignant non vacciné. Comment justifier une telle mesure? Quand on est soignant, on a une responsabilité. On est en contact avec des personnes particulièrement fragiles. Pour ceux qui font le choix de la non-vaccination, il est normal qu'ils s'assurent d'être le moins contaminants possible pour leurs patients. C'est le minimum. Il s'agit de tests salivaires poolés, effectués sur un rythme hebdomadaire et financés par la Confédération. Nous estimons que le procédé n'est pas si contraignant. Une routine doit se mettre en place afin d'assurer la protection des plus faibles.

Autrefois applaudi sur les balcons, le personnel soignant se sent de plus en plus discriminé, notamment au travers de telles décisions. Nous sommes tout à fait conscients de l'engagement fourni. C'est pour cette raison que le Conseil d'Etat a débloqué 15 millions de francs pour octroyer une mesure de reconnaissance au personnel de santé.

Les syndicats ont néanmoins regretté des primes jugées trop restrictives. Pourquoi ne pas les avoir généralisées? C'est un geste de reconnaissance massive qu'aucun autre canton suisse n'a fait. Il n'a pas concerné que les hôpitaux, mais aussi les EMS et les soins à domicile. Le gouvernement a ainsi récompensé l'effort colossal des soignants, mais aussi du personnel de logistique ou de nettoyage. Mais il est aussi inévitable d'établir des critères d'octroi, en l'occurrence celui d'avoir été en contact avec des malades du covid.

Jeune conseillère d'Etat, vous avez été élue en 2019 lors d'une complémentarité. Moins d'une année après, vous vous retrouvez à gérer la plus grave crise sanitaire depuis 100 ans. Comment fait-on? Vous apprenez en vitesse accélérée. C'est l'épreuve du feu. Vous ne tergiveriez pas des heures, vous faites, en essayant de garder votre sang-froid, de vous montrer résiliente. Il est vrai que quelquefois vous vous dites que vous n'avez pas eu de chance car, à côté de la crise, j'ai également dû traiter des dossiers compliqués concernant la gouvernance du CHUV ou la gestion des hôpitaux intercantonaux. J'ai heureusement été accompagnée par mes collègues, mes équipes qui, eux non plus, n'avaient jamais dû affronter une crise d'une telle ampleur.

En avril dernier, lors du départ de la directrice du Service de la santé publique vaudoise, des critiques s'étaient fait entendre sur des tensions dans votre département et des relations difficiles... Oui, cela a été dur. Etre au front non-stop des mois durant, dans un contexte exigeant, génère des tensions, de la fatigue et de la surcharge, c'est inévitable. Heureusement, l'été a été un peu plus apaisé et a permis aux collaboratrices et collaborateurs de recharger leurs batteries. Ils sont motivés et d'attaque en comprenant bien quelle est la mission au service du public qui est la leur.

Depuis le début de la pandémie, quel a été le moment le plus fort? J'en vois deux. Je me souviens d'un samedi matin du début de la pandémie où ma cheffe de service m'a appelée tôt pour me prévenir d'une situation dramatique dans un EMS, avec un nombre de décès effrayant. Il a fallu prendre des mesures immédiates pour soutenir cette institution. Le second est plus positif, c'est lorsque nous avons pu annoncer l'ouverture de la vaccination à tous. C'était un moment tant attendu, porteur d'espoir. J'ai reçu alors énormément de retours de joie.

Comment percevez-vous les prochaines élections vaudoises? Je ne suis vraiment pas en mode élection. J'ai déjà de la peine à me projeter à plus de deux ou trois semaines. Depuis la rentrée, je suis plongée dans les incertitudes liées à l'évolution sanitaire, sans oublier les autres dossiers du département à faire avancer.

Vous seriez candidate? Mon parti n'a pas encore ouvert la phase des candidatures. Je ne vais donc pas me prononcer à ce stade.

Avez-vous eu peur que cette pandémie ne vous coûte votre carrière politique? A aucun moment je n'ai pensé à ça. La crise est survenue, violente. Elle se poursuit. Il a fallu changer de logiciel politique, la manière d'appréhender le quotidien. A l'instar de mes collègues chargés de la Santé, la seule chose qui peut vous animer dans une crise pareille, c'est l'intérêt général et la protection de la population. Si ce qui vous guide dans un tel contexte c'est la popularité d'une mesure ou la portée d'une déclaration, vous ne prendrez jamais de bonnes, de justes décisions. ■